

Editorial

Cher(e)s collègues et ami(e)s archivistes ou sympathisant(e)s des archives,

Voici déjà le quatrième numéro d'*Info-AAFB*. Comme le disait dans le précédent numéro, Thierry Delplancq, vice-président et coordonnateur de la publication, *Info-AAFB* apparaît peu à peu comme un vecteur d'informations reconnu en Belgique et à l'étranger. L'initiative mérite encore d'être soulignée car - ne l'oublions pas - avant son existence, l'actualité relative au monde des archives nous parvenait par le biais du bouche à oreille. Votre collaboration s'amplifie et nous vous en remercions. Prochainement, vous serez également appelés à participer activement au développement de l'association mais aussi à son organisation générale car, avant la fin de l'année, le conseil d'administration sera renouvelé. Nous espérons pouvoir continuer à accueillir des représentants des différents secteurs de notre profession. À ce sujet, notons un événement important pour celui des centres d'archives privées de la Communauté française de Belgique : la constitution d'un conseil spécifique. Cette instance devrait jouer un rôle moteur dans la coordination des différentes institutions à propos, notamment, de leur politique de numérisation. Les choses bougent donc dans le domaine des archives en Belgique francophone. Nous ne pouvons que nous en réjouir.

Bonne lecture !

Guénaël Vande Vijver,
secrétaire de l'AAFB

La vie de notre association

Le conseil d'administration

La première réunion du conseil d'administration pour l'année 2008 se tiendra le 11 mars prochain.

Les groupes de travail et commissions

- Composé de Lieve Arnouts, Thierry Delplancq, Claude Depauw, Rolande Depoortere, Françoise Fontaine, David Guillardian, Frédéric Kisters, Alfred Minke et Anne-Marie Vastesaegeer, le groupe de travail « Archives communales » s'est réuni le 21 janvier 2008 à Bruxelles. Après quelques mois de tâtonnements bien compréhensibles, les premières réalisations concrètes voient le jour. Ainsi, un article présentant les objectifs et activités sera prochainement publié dans le *Mouvement communal*. Des collaborations plus actives avec la Vlaamse Vereniging voor Bibliotheek-, Archief- en Documentatiewezenen et l'Association des Archivistes Français se mettent sur pied ou sont également envisagées. Enfin, dans le courant du second semestre 2008, un forum consacré aux archives des communes et des CPAS, devrait être accessible - aux seuls membres en ordre de cotisation - sur le site de l'AAFB.

- Le groupe de travail « Archives des Centres Publics d'Action Sociale » s'est réuni le 20 février 2008, dans les locaux des Archives du CPAS de Charleroi, afin d'y examiner diverses questions relatives aux documents produits par les nouveaux services non pris en compte dans le tableau de tri des Archives générales du Royaume (2005). La prochaine réunion sera consacrée à un bilan global des remarques à formuler par le groupe par rapport à celui-ci.

Les cotisations pour 2008

Avec la nouvelle année, après le temps des étrennes, vient celui plus douloureux du paiement des cotisations, dont celle que vous n'oublierez pas de verser à l'AAFB. Grand merci à toutes celles et ceux

qui ont déjà effectué l'opération. Le montant de la cotisation est fixé comme l'an dernier à 25 € pour les membres individuels et à 75 € pour les personnes morales et associations, montant à virer sur le compte n° 068-2462613-04 de l'AAFB (en communication : Cotisation AAFB 2008, nom + prénom). Pour la bonne règle, les nouveaux membres sont invités à renvoyer au trésorier de l'association, Pierre-Alain Tallier, les formulaires annexés à *Info-AAFB*.

Les projets et annonces de nos membres

- Un réseau d'archivistes et de gestionnaires de documents en poste au sein des administrations fédérales se constitue à l'initiative des *ARCHIVES DE L'ÉTAT*. L'objectif premier de ce réseau est l'échange de bonnes pratiques entre les responsables d'archives dynamiques, intermédiaires et définitives des services publics concernés. Un autre but est la promotion de la fonction d'archiviste et de records manager. Pour plus d'informations : inspect@arch.be.

- Les *ARCHIVES GÉNÉRALES DU ROYAUME ET ARCHIVES DE L'ÉTAT DANS LES PROVINCES*, épaulées par Hannonia, organisent à Tournai et à Mons les 17 et 18 octobre 2008 un colloque intitulé : « Créer - administrer - réformer. Regards croisés sur dix siècles d'histoire des institutions publiques en Hainaut et Tournais ». Les 23 communications seront réparties sur deux jours : le vendredi 17 octobre 2008 (à Tournai) portera sur l'Ancien Régime, le samedi 18 octobre (Mons) sur la période contemporaine. Le titre du colloque, « Regards croisés », met l'accent sur la nécessité méthodologique et l'intérêt de diversifier les approches d'études de l'histoire institutionnelle. Le questionnement sur les sources d'archives occupera une place de choix dans les préoccupations de l'évènement, tant en ce qui concerne la conservation des archives - particulièrement mise à mal en Hainaut du fait des destructions de la seconde guerre mondiale - que leur exploitation à des fins de recherche. Programme, renseignements et inscriptions : www.hannonia.be - courriel : florian.mariage@arch.be - Archives de l'État à Tournai - 3 place Paul-Emile Janson - 7500 Tournai - +32 (0)69/22.53.76

- Les *ARCHIVES DE L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN* organisent les 13 et 14 mars prochains à Louvain-la-Neuve leurs 8^e Journées des archives. Intitulées « Les archives audio-visuelles. Politiques et pratiques archivistiques dans la société de l'information », elles

envisageront comment construire des politiques et mener des pratiques de conservation, de traitement documentaire et de valorisation des archives audiovisuelles, eu égard aux missions patrimoniales des Archives, des Musées, des Bibliothèques et d'autres Centres, aux demandes sociales, à l'attente des chercheurs et à l'environnement technologique. Informations et contact : Archives de l'UCL - 27, rue Montesquieu - 1348 Louvain-la-Neuve - tél. : +32 (0)10/47.48.84 - fax : +32 (0)10/47.90.57 - courriels : francoise.hiroux@uclouvain.be et cathy.schoukens@uclouvain.be.

- Les *ARCHIVES DE L'UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES* proposent un nouveau site web. Rendez-vous sur www.bib.ulb.ac.be/fr/bibliotheques/archives-de-lulb.

- Le 21 décembre dernier, en présence de l'Archiviste général du Royaume, Karel Velle, et du Président de l'AAFB, Claude de Moreau de Gerbehaye, les *ARCHIVES DE LA VILLE DE LA LOUVIÈRE* présentaient leur dernière publication, *La Louvière... aux urnes !* Ce travail s'intègre dans le programme de sauvegarde et de récolte des archives des mandataires politiques de l'entité louviéroise. Informations et contact : Archives de la Ville de La Louvière - tél. : +32 (0)64/21.39.82 - courriel : fabienne.dechef@lalouviere.be.

- Le fonds d'archives de la Société Baume & Marpent est un ensemble impressionnant représentatif du savoir-faire des industries louviéroises. Outre les sièges hennuyers, l'entreprise, fondée en 1853, s'étend dans le courant de la fin du XIX^e siècle en créant des filiales en France, en Egypte, au Congo belge et au Brésil. À l'origine spécialisée dans la construction ferroviaire, elle va rapidement diversifier son programme de fabrication. L'intérêt de ce fonds dans le domaine de la construction ferroviaire et métallique est indéniable. À la fermeture des usines, les archives de Baume & Marpent ont été, entre 1978 et 1979, extraites de l'oubli par le Cercle Hennuyer d'Histoire et d'Archéologie Industrielles, noyau de l'*ÉCOMUSÉE DU BOIS-DU-LUC*. Près de 850 négatifs sur verre et plus de 1200 portefeuilles de plans techniques provenant des sièges de Morlanwelz et de Haine-Saint-Pierre sont accessibles aux chercheurs. Grâce à une subvention de la Communauté française en 1990, l'Écomusée procède à l'inventoriage des archives. En 2005, une exposition est consacrée à l'entreprise, *Baume & Marpent. De la Haine au Nil...Itinéraire d'un géant*. Cette exposition a permis de récolter de nombreux documents et des témoignages oraux des acteurs de l'entreprise tant en Belgique qu'à l'étranger.

Ces fructueuses récoltes sont mises en exergue dans la nouvelle édition de l'ouvrage réalisé à cette occasion qui paraîtra le 15 avril 2008. Renseignements: Ecomusée du Bois-du-Luc - 2b rue St Patrice - 7110 La Louvière - tél. +32 (0)64/28.20.00 - info@ecomuseeboisduluc.be - www.ecomusee-regional-du-centre.be.

- Les collections du **MUSÉE BELGE DE LA RADIOLOGIE** ont été transférées, au cours de l'automne 2007, au Musée de la psychiatrie Dr Guislain à Gand. Ce qui concerne la neuroradiologie y est exposé dans les salles de la collection permanente, dont la scénographie a entièrement été refaite. Possibilités de visites-conférences sur demande, pour des groupes de 15 à 20 personnes, en français ou en néerlandais. D'autre part, 160 posters qui retracent l'histoire de la radiologie sont toujours accrochés dans les couloirs du service de radiologie de l'Hôpital Militaire Reine Astrid à 1120 Bruxelles. Une promenade commentée ou une conférence sur un sujet qui a trait à l'histoire de cette discipline peut s'organiser à la carte et sur demande à Bruxelles pour des groupes de 15 à 20 personnes (5 € par personne). Pour plus d'informations, rendez-vous sur www.radiology-museum.be et info@museumdrguislain.be - courriel : info@radiology-museum.be.

Les publications de nos membres

Le journal dans tous ses états, Archives et Bibliothèques de Belgique, 2007, t. LXXVIII, 1-4.

À la découverte de nos membres

Les Archives de la Région wallonne

Pierre De Spiegeleer, Premier attaché MRW - Direction de la Documentation et des Archives
Courriel : P.DeSpiegeler@mrw.wallonie.be

Les missions du service des archives de la Région wallonne ont été fixées par le décret du 6 décembre 2001 relatif aux archives publiques. Elles consistent pour l'essentiel à conserver les archives définitives ou historiques des ministères, des organismes d'intérêts publics et des cabinets ministériels régionaux. L'existence du service est toutefois antérieure de quelques années à ce décret. Elle résulte, en effet, des décisions prises par le gouvernement wallon le

8 décembre 1994. Celui-ci décidait de rénover le site industriel désaffecté, depuis 1986, des Moulins de Meuse à Beez et d'affecter les bâtiments réhabilités en ordre principal au stockage et à la gestion des archives de la Région wallonne. Après quelques modifications de la destination des deux bâtiments principaux qui composent le site, il fut arrêté que l'un aurait une fonction administrative et que l'autre serait doté d'une structure interne lui permettant d'accueillir du rayonnage mobile dans l'ensemble de ses quatre étages. Le service des archives s'installe dans ce dernier bâtiment en mai 1998 et les premières archives firent leur entrée en juin. Le service dispose aujourd'hui d'environ 14.000 mètres linéaires qui sont déjà occupés à plus de 75%. Ce taux d'occupation après si peu d'années pourrait étonner. En effet, si notre mission première était la conservation d'archives historiques, il a fallu adapter celle-ci aux besoins des nombreuses directions de l'administration qui manquaient de place pour stocker leurs archives intermédiaires. C'est ainsi que nous gérons en majeure partie des archives intermédiaires. Cette tendance devrait progressivement s'inverser au fil des années avec l'accueil d'archives historiques plus nombreuses.

De la vaste enquête que le gouvernement fit entreprendre en janvier 1995 aux fins de connaître la situation de l'archivage dans ses services administratifs, il est apparu, outre une grande variété des modes classements des documents, une absence quasi généralisée de connaissance de la durée de conservation des dossiers qu'ils constituaient et qu'ils géraient. Le service des archives s'est dès lors donné comme priorité d'établir des tableaux de tri, qui en raison de leur caractère sommaire ne peuvent être qualifiés de tableaux de gestion, pour chacune des directions des deux ministères. Cette tâche, qui a permis à la fois de faire connaître l'existence de notre service et de mettre un peu d'ordre dans la conservation



Les Moulins de Meuse à Beez (coll. ARW)

parfois chaotique des dossiers, s'est achevée en 2005. Toutefois, en raison de l'opération de modernisation d'administration qui va se traduire par la fusion des deux ministères wallons et par la suppression d'un nombre important de directions générales, ce travail devra être entièrement recommencé. Cette actualisation des tableaux de tri, ainsi que la mutation de notre système de gestion informatisée de nos inventaires vers un système permettant l'accès en ligne d'une partie des inventaires et peut-être d'archives, seront nos tâches prioritaires pour les mois et certainement pour les quelques années à venir.



Le travail en *Dynamic Office* dans l'espace « test » Domino (coll. SPF-SS)

NoVoRecord : un projet de records management pour le SPF Sécurité sociale

Sophie Vandepontseele, Project Manager
 Courriel : Sophie.Vandepontseele@minsoc.fed.be

En juillet 2008, le Service Public Fédéral Sécurité sociale va déménager vers la Tour des Finances rénovée. Ce déménagement a été l'occasion de repenser entièrement l'organisation de travail au sein du SPF. La Tour des Finances rénovée sera aménagée selon le principe du *Dynamic Office* et du *Clean Desk*. Les objectifs de ce projet ont été traduits en programme sous le nom de NoVo. Dans ce nouvel environnement de travail sans papier et incluant le développement du télétravail, les informations et les documents nécessaires à la réalisation du travail doivent être accessibles rapidement et à proximité des agents. C'est dans ce contexte de changement qu'un projet de Records management, NoVoRecord, a été lancé afin d'assurer une gestion dynamique des archives et rationnelle des espaces de stockage des documents papier et électronique. Avec le projet NoVoRecord qui ne veut pas se limiter à un simple nettoyage des archives à l'occasion du déménagement, il a fallu développer des outils nécessaires à la mise en place d'une application de Records management.

Le premier de ces outils est la feuille de tri établie pour chaque Direction générale et Service d'encadrement. Pour ce faire, le SPF Sécurité sociale a pu bénéficier du soutien et de l'expertise des Archives générales du Royaume qui ont largement contribué à la phase préparatoire de ce projet. La feuille de tri, qui est un outil indispensable pour un projet de gestion dynamique des archives, reprend toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi du cycle de vie des documents papier et électronique ainsi que leur terme de conservation et leur destination finale. Deux autres outils sont nécessaires à la mise en œuvre d'une telle

application : l'élaboration d'un plan de classement unique pour le SPF et des règles précises en matière de nommage des fichiers électroniques. À côté de ces deux outils, une campagne de sensibilisation à la diminution de la consommation du papier et à une meilleure gestion des documents papier et électronique a été lancée afin d'accompagner chaque agent dans le changement de ses habitudes en matière de gestion et d'utilisation des documents. La communication de ces *Best Practices* va permettre d'associer la gestion dynamique des archives à la notion de développement durable.

Le projet NoVoRecord va également permettre d'accélérer la digitalisation de séries de documents qui sont jugées essentielles pour l'exécution du travail quotidien et largement consultées par un grand nombre. Les séries qui seront digitalisées dans le cadre de NoVoRecord pourront être détruites une fois scannées. La complexité d'un tel projet réside dans le défi de relier cette application aux différents projets documentaires existants et qui offrent, pour certains, plusieurs avantages en terme de consultation mais qui n'abordaient pas la question de la gestion du cycle de vie des documents. NoVoRecord n'a pas l'ambition de remplacer les applications existantes mais de se greffer à ce qui existe déjà et de proposer une automatisation.

NoVoRecord est un projet qui va bien au-delà du projet du déménagement vers la Tour des Finances. Il s'agit de relever un véritable défi de gestion des archives courantes dans un nouvel environnement de travail qui sera largement orienté vers une consultation électronique des documents et de l'information.

Nouvelles de Belgique et d'ailleurs...

- Les **ARCHIVES DE LA PROVINCE D'ANVERS** organisent, le 16 avril 2008 dans la salle Taxandria de la Provinciehuis, une journée d'étude intitulée « Actief met gemeentearchief! Overleg-en ontmoetingsmoment over gemeentearchieven en regionale archiefwerking in de provincie Antwerpen ». Contact, informations et inscription : Archives de la Province d'Anvers - Koningin Elisabethlei 22 - 2018 Anvers - tél. +32 (0)3/240.56.70 - courriel : provinciearchief@admin.provant.be - www.provant.be/bestuur/kennismaking/provinciehuis/archief.
- La Section des archivistes municipaux de l'**ASSOCIATION DES ARCHIVISTES FRANÇAIS** propose à ses adhérents une lettre d'information, le *Pêlé-mel des municipaux*. On y trouve un point sur les activités de la section, un tour de France des services d'archives communaux et intercommunaux et, selon l'actualité, de la veille juridique, l'annonce de mouvements de personnel, des fiches d'expérience ou des fiches de lecture. D'une fréquence de deux numéros par an, le *Pêlé-mel des municipaux* se veut un outil d'information et de mutualisation. Rendez-vous sur www.archivistes.org/rubrique.php?id_rubrique=154.
- Le **CENTRE D'ARCHIVES D'ARCHITECTURE DU XX^E SIÈCLE** (Cité de l'architecture et du Patrimoine/Département Ifa), met en ligne ses inventaires. Dénommée *ArchiWebture*, l'application qui les gère est accessible sur www.archiwebture.citechailot.fr/awt/. Les 340 fonds sont tous dotés de notices biographiques, de références bibliographiques et d'informations diverses (origine du fonds, autres sources d'archives connues, etc.). À ce jour, environ 200 inventaires sont intégrés à la base de données ; pour une centaine d'autres fonds, il existe un instrument de recherche en fichier traitement de texte (que l'application *ArchiWebture* rend disponible en format pdf). En 2008 (quand l'inventaire – encore partiel – du fonds Hennebique sera intégré à la base), ce sont plus de 40.000 projets (d'architecture, d'urbanisme, de décoration, etc.), dont 35.000 environ en base de données, qui seront ainsi documentés dans l'application. Dans la partie base de données, toutes sortes de recherches sont possibles : dans l'inventaire d'un fonds précis ou bien de manière transversale (tous les fonds en même temps) ; soit en croisant de nombreux critères (les projets sont richement indexés : lieux, protagonistes, typologie, etc.), soit en mode plein-texte. Certains vocabulaires contrôlés sont consultables directement. De plus, le moteur permet de rechercher des termes dans l'ensemble de l'application (base de données et fichiers pdf associés). Enfin, la base est conçue pour être richement illustrée (au niveau du fonds, des projets ou des articles selon la pertinence de chaque image). Si, de ce point de vue, l'offre est aujourd'hui encore modeste (env. 7000 images), elle ne cessera de s'accroître dans les mois et les années à venir.
- Les procès-verbaux des réunions du Bureau et des Assemblées des Délégués de la SPA (Section for Professional Associations) ainsi que les Rapports annuels ont été mis en ligne sur le site du **CONSEIL INTERNATIONAL DES ARCHIVES**. Rendez-vous sur www.ica.org (rubrique « centre de ressources »).
- La **VLAAMSE VERENIGING VOOR BIBLIOTHEEK-, ARCHIEF- EN DOCUMENTATIEWEZEN** organise, le 14 mars 2008 à Anvers, son assemblée générale. L'après-midi sera consacré à l'approche du droit d'auteur. Inscription et informations complémentaires sur www.vvbad.be/node/3403.
- Le werkgroep Automatisering van de sectie Archief en Hedendaags Documentbeheer de la **VLAAMSE VERENIGING VOOR BIBLIOTHEEK-, ARCHIEF- EN DOCUMENTATIEWEZEN** organise, le 25 avril 2008 à Louvain, une journée d'étude intitulée « Hoe kies/koos ik software voor het beschrijven van mijn archieven ? ». Pour plus d'informations, rendez-vous sur www.vvbad.be/node/3165.

Les archives et la recherche

- Le 24 janvier dernier, s'est tenu au dépôt des Archives de l'État à Louvain-la-Neuve, une journée d'études consacrée aux sources pour l'histoire des polices en Belgique, organisée par le **CENTRE D'HISTOIRE DU DROIT ET DE LA JUSTICE DE L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN**, dans le cadre du groupe de contact FNRS « Sources et méthodes pour l'histoire du contrôle social », du PAI P6/01 « Justice et Société : histoire sociopolitique de la justice en Belgique (1795-2005) » (PSF). Partant du constat de la méconnaissance des archives policières, l'objectif de la journée était de proposer une rencontre entre chercheurs, producteurs et conservateurs de ces sources, pour créer un réseau intéressé par la question. L'objectif lointain de cet échange était aussi de réfléchir aux possibilités éditoriales pour créer des outils de recherches sur les

sources policières, en systématisant le recensement, ainsi qu'une présentation critique ou typologique. Le projet n'en est qu'à ses balbutiements et est ouvert à toute personne de bonne volonté. Pour tout renseignement complémentaire, contactez Jonas Campion (jonas.campion@uclouvain.be) ou Margo De Koster (margo.dekoster@uclouvain.be). Nous renvoyons également à la rubrique « Nous avons assisté pour vous à... ».

- Le **KADOC - CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE RECHERCHE : RELIGION - CULTURE - SOCIÉTÉ**, gère des collections d'archives de divers instituts religieux (kadoc.kuleuven.be/fr/coll/coll_relin.php) et soutient aussi des bases de données comme www.odis.be. Au printemps 2007, quelques historiens ont fondé un nouveau réseau belge de recherche afin de donner une impulsion à la recherche sur l'histoire des instituts religieux des Pays-Bas du Sud ainsi que de la Principauté de Liège et ultérieurement de la Belgique depuis le Moyen-âge à nos jours. Le **RÉSEAU DE RECHERCHES HISTORIQUES DES INSTITUTS RELIGIEUX EN BELGIQUE** veut contribuer à favoriser les échanges et la concertation au niveau des problématiques et des méthodes, et ainsi stimuler la recherche scientifique sur l'histoire des instituts religieux dans une perspective internationale. Les langues véhiculaires du réseau sur les instituts religieux sont le néerlandais et le français. Le 10 octobre 2008, le réseau organise une deuxième journée d'étude sur le thème de l'*Identité des Religieux* à l'Académie Royale Flamande de Belgique. Les conférences de la première journée d'étude (2007) avec un aperçu de l'historiographie des instituts religieux des Pays-Bas du Sud et de la Belgique, et une présentation des perspectives de recherche à venir seront publiées dans la *Revue belge de philologie et d'histoire*. Par le site www.relins.be et une mailinglist, des nouvelles sont annoncées au réseau. Pour plus d'informations : www.relins.be. Patricia Quaghebeur, KADOC - Vlamingenstraat 39 - 3000 Leuven - tél. : +32 (0)16/32.35.00 - courriel : patricia.quaghebeur@kadoc.kuleuven.be.

- Le samedi 15 mars 2008, l'**ASSOCIATION BELGE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE** organise la Journée de l'Histoire contemporaine dans les bâtiments de la Vrije Universiteit Brussel à Ixelles. L'une des sessions sera consacrée aux archives et à la mémoire des migrations en Belgique. L'histoire de l'immigration est en Belgique à la croisée de nouvelles formes de recherche. Elle tente aujourd'hui d'exploiter au maximum les sources classiques des archives tant privées que

publiques, qui, à première vue, semblaient lui apporter peu d'éclairages. Par ailleurs, elle est à la recherche de sources nouvelles et, comme toutes les autres disciplines historiques, elle importe aujourd'hui, entre autres, les questions relatives à la présence des femmes dans les sources, au rapport entre mémoire et histoire, aux limites entre sources privées et publiques, ... Ces nouvelles tendances dans le monde de la recherche se traduisent petit à petit aussi dans le monde des archives. Il n'y a pas tant un manque d'archives concernant les migrations, qu'un manque de visibilité, ce qui fait aussi obstacle à la mémoire collective des migrations en Belgique. Récemment, plusieurs initiatives ont vu le jour pour rendre les archives des migrations plus visibles. Cette session veut nourrir le débat sur l'avenir des archives sur les migrations en Belgique de deux manières. Premièrement, plusieurs intervenants présenteront brièvement leurs propres expériences sur la question des sources (repérées ou non, accessibles ou non, inventoriées ou non...), et sur la mémoire des « témoins » en histoire de l'immigration. Ensuite, il y aura un débat avec le public, qui portera entre autres sur le rôle des centres d'archives, la culture historique des dépositaires d'archives privées et la collaboration sur ce thème, entre les régions en Belgique et au niveau européen. Pour plus d'informations, rendez-vous sur http://www.bvng.be/franstalig/y_beginp.htm.

- De nombreux documents d'archives conservés dans des dépôts belges et étrangers ont permis d'illustrer le film d'Hugues Lanneau, *Modus Operandi, La déportation des Juifs de Belgique*, dont la sortie en salle a eu lieu le 5 mars. Plus d'informations sur www.film-modusoperandi.be.

Nous avons lu pour vous...

Vincent Pirlot, Attaché aux Archives de l'Etat à Arlon.

L'instrument réalisé par Chr. Moïse, Chr. Piron et V. Pirlot, *Inventaire des archives de l'administration provinciale du Luxembourg. Séries des architectes provinciaux et de l'organisation de la profession d'architecte dans la province (1834-1967)*, Bruxelles, 2007, 13 p., comme son nom l'indique, comporte deux sous-séries. La première concerne de manière spécifique la mise en place et le fonctionnement, au cours du 19^e siècle, du service des architectes provinciaux. En effet, dès l'Indépendance, la ville d'Arlon est désignée comme le siège provisoire des services provinciaux. Il convient dès lors de trouver un toit pour les administrations, cela d'autant plus

que les bâtiments publics se sont fortement délabrés sous les régimes français et hollandais. D'autre part, l'augmentation de la population ne peut que renforcer le besoin de constructions neuves (écoles, églises, etc.). Pour centraliser les projets architecturaux et assurer leur réalisation, la Députation permanente de la province doit engager des « conducteurs de constructions publiques » et dresser un cadre réglementant leur activité. Ils prennent le relais des conducteurs-voyers, des charpentiers-jurés ou des piqueurs qui officiaient jusque-là. La deuxième sous-série, plus générale, se rapporte à l'organisation et au fonctionnement de la profession dans la province, principalement depuis la loi de 1939 sur la protection du titre d'architecte à celle de 1963 instituant l'Ordre des architectes.

De manière complémentaire à ce premier inventaire, pour ce qui est de la mise en place d'un début de politique urbanistique en matières de bâtiments publics dans la province et de la connaissance du patrimoine architectural local, le lecteur consultera l'inventaire de T. Bister, Chr. Piron et V. Pirlot, *Inventaire des archives de l'administration provinciale du Luxembourg. Série des bâtiments communaux (1825-1988)*, Bruxelles, 2007, 309 p. Les dossiers décrits dans cet instrument résultent du rôle de contrôle de l'administration provinciale sur l'ensemble des constructions et des grosses réparations effectuées dans chaque commune (avec un classement en différentes rubriques : bâtiments du culte, bâtiments scolaires, infrastructure touristique, infrastructure culturelle, bâtiments de la commission des hospices civils, CAP et CPAS et abattoirs). Ces documents permettent de suivre les mouvements de va-et-vient entre les trois niveaux de pouvoir : la commune, la province et l'échelon national. L'ossature du fonds est constituée d'extraits des registres aux délibérations des conseils communaux, de correspondances, de devis, de procès-verbaux de réception ou encore de cahiers des charges et de plans, parfois dressés par les architectes provinciaux. De tels documents forment également les dossiers constituant les inventaires des archives de l'administration provinciale du Luxembourg, *Série des distributions d'eau, 1831-1990* (2007, 52 p.) et *Série des égouts, 1843-1998* (2007, 20 p.) publiés par M. Denoncin et V. Pirlot. Outre leur intérêt technique, les archives décrites dans ces instruments permettent d'appréhender les cadres réglementaires et de retracer l'évolution du rôle des communes et de la province en matières d'assainissement et d'hygiène publique.

Nous avons assisté pour vous à...

« Des méconnues de la recherche : les archives des polices en Belgique »

Anne Godfroid, Responsable du centre de documentation du Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire.

Le Centre d'histoire du droit et de la justice organisait le 24 janvier dernier, dans les locaux flambant neufs des Archives de l'État à Louvain-la-Neuve, une journée d'étude destinée à promouvoir ces « méconnues » que sont les archives de la police. Pari tenu, pari gagné. Historiens et archivistes avaient répondu massivement présents.

En guise d'introduction, Axel Tixhon et Xavier Rousseau ont dressé un état des connaissances de l'histoire de la police et de sa place au sein de la société, depuis l'ère des sergents (13^e siècle) jusqu'à celle de la police intégrée (21^e siècle). Pour chacune des périodes envisagées, ils ont évoqué les documents produits dans le cadre de l'activité policière. Dans sa communication, Catherine Denys est d'ailleurs plus longuement revenue sur la typologie des sources policières disponibles pour l'Ancien Régime. Tous ont mis en exergue leur inflation consécutive à la rationalisation des compétences intervenant à l'extrême fin du 18^e siècle. Pour conclure leur intervention, Axel Tixhon et Xavier Rousseau ont évoqué les recherches en cours signalant au passage certains terrains toujours en friche, comme l'histoire de la Sûreté de l'État, de la Sûreté militaire ou celle des polices locales ou rurales.

Archiviste à la Ville de Bruxelles, Jean Housiau a enchaîné rappelant au passage que l'histoire des forces de police de la capitale était déjà bien connue grâce aux importants travaux de Luc Keunings et de Benoît Majerus. Il a remarqué toutefois que certains pans demeuraient encore à écrire : dans cette optique il a dressé – images à l'appui – une typologie des sources policières disponibles au sein des archives de la ville (soit +/- 1700 mètres linéaires classés de manière chronologique et thématique). Rappelant avec raison qu'à l'échelon local les conditions de conservation et d'accessibilité étaient très variables, Margo De Koster a poursuivi la réflexion sur les possibilités de recherche offertes par les archives des polices locales, en s'appuyant sur le cas de la métropole anversoise. Au-delà de l'histoire du système policier dans son

ensemble et du corps de police local en particulier, ces sources permettent entre autres d'étudier l'histoire des acteurs du maintien de l'ordre, ainsi que le maintien de l'ordre urbain.

Benoît Mihail, conservateur du Service historique de la police, est revenu pour sa part sur l'historique et la mission de son institution, déplorant au passage qu'elle ne soit pas traditionnellement orientée vers la collecte systématique et la préservation des archives du corps. Résultat prévisible de cette conscientisation tardive à l'égard du patrimoine archivistique, les archives conservées par le Service historique sont parcellaires (dossiers personnels, dossiers bâtiments, dossiers brigades, dossiers thématiques), ce qui n'altère en rien leur potentiel évocateur, notamment en ce qui concerne la mission de maintien de l'ordre (Question royale, mines du Limbourg, événement de Leuven, etc.) ou de surveillance de la gendarmerie. Dans le cadre de sa thèse de doctorat consacrée à l'épuration au sein de la gendarmerie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, Jonas Campion s'est toutefois heurté à ce manque criant de sources qu'il a tenté d'expliquer par des facteurs exogènes (bombardements) et endogènes (restructuration, saisie, destruction, etc.). Devant cet état de fait, il a dû recourir à de très nombreuses sources de substitution comme la presse professionnelle générale ou corporatiste par exemple. La mission d'inspection assumée par les Archives générales du Royaume vise entre autres à éviter que de telles pertes ou destructions ne se reproduisent. Madeleine Jacquemin, responsable de la mission d'inspection auprès de la police fédérale, rappelle en quoi a consisté sa tâche : avant de se rendre sur le terrain, elle a procédé à une enquête auprès des différents services producteurs, puis s'est attelée à l'élaboration d'un tableau de tri pour les quelque 600 séries identifiées. À son arrivée, il s'agissait de



Coll. CHDJ

résorber un arriéré correspondant à +/- 16.000 mètres linéaires d'archives, dont près de 40 % a à terme été détruit.

À la fin de cette journée particulièrement dense, le projet d'élaboration d'un guide des sources de l'histoire des polices en Belgique a été mis sur la table. L'expérience de Jean-Noël Luc, en France, a nourri naturellement les discussions : ce dernier a évoqué les écueils qu'il a rencontrés dans la poursuite d'un projet qu'il juge *a posteriori* démesuré. Même s'il comporte quelques erreurs factuelles, même s'il est difficile à manipuler, l'*Histoire de la maréchaussée et de la gendarmerie. Guide de recherche* a le mérite d'exister et de rendre de fiers services aux chercheurs. À méditer donc !

Offres d'emploi

La Ville de Charleroi et le CPAS de Charleroi vont très prochainement assurer une synergie quant à la gestion de leurs archives. Celle-ci doit permettre de réaliser d'importantes économies d'échelle et de supprimer des doubles emplois et des chevauchements d'activités. Ainsi, un service unique et commun chargé de la gestion des archives va être constitué et placé sous l'autorité hiérarchique de Carine Gouvienne, jusqu'ici responsable du service Archives du CPAS de Charleroi. Afin de renforcer ce nouveau service commun, du personnel sera prochainement engagé. Ville et CPAS envisagent par ailleurs la construction d'un bâtiment commun dans le cadre du financement alternatif de bâtiments communaux. Restez attentifs...
Courriel : archives@cpascharleroi.be.

Votre collaboration

Vous disposez d'informations intéressantes pour nos lettres d'information ultérieures ? N'hésitez pas à contacter : Thierry Delplancq (tél. : +32 (0)64/21.39.82 - courriel : thierry.delplancq@lalouviere.be) et Guénaél Vande Vijver (gvdevijv@ulb.ac.be).

Editeur responsable : Claude de Moreau de Gerbehaye, Musée de Groesbeek de Croix, rue Joseph Saintraint 3, 5000 Namur.
Mise en page : Fabienne Dechef, Archives de la Ville de La Louvière.

A renvoyer par lettre ou
par courriel au trésorier :
Pierre-Alain Tallier,
116 rue Obecq, 1410 Waterloo
Courriel : Tresorier.aafb@archivistes.be

Association des Archivistes Francophones de Belgique



Bulletin d'adhésion au titre de membre individuel
à l'Association des Archivistes Francophones de Belgique, Asbl (AAFB)

Le(la) soussigné(e)

Nom + prénom :

Adresse :

Courriel :

souhaite devenir membre de l'AAFB et verse sa cotisation 2008, soit 25 €, sur le compte
068-2462613-04 (en communication : Cotisation AAFB 2008, nom + prénom).

Signature

Bulletin d'adhésion au titre de personne morale/association
de fait

à l'Association des Archivistes Francophones de Belgique, Asbl (AAFB)

Le(la) soussigné(e)

Nom + prénom :

Fonction et dénomination complète de l'institution ou association

Adresse :

Courriel :

mandate (nom + prénom + fonction).....

à l'effet de devenir membre de l'AAFB et verse sa cotisation 2008, soit 75 €, sur le compte
068-2462613-04 (en communication : Cotisation AAFB 2008, dénomination de l'institution
ou association).

Signature